

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

01 DÉCEMBRE 2021

N° 279

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

PATRONAT



lupa

La classe ouvrière se fait détrousser de mille manières par les patrons capitalistes

Éditorial

POUR LES RICHES, TOUT VA BIEN !
POUR LES PAUVRES, TOUT VA EN S'EMPIRANT !
C'EST CE SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER !

Page 3 - 4

4^{ème} PONT D'ABIDJAN :
DEUX MORTS POUR
LES PROFITS DES PATRONS

Page 5

DÉGUERPISSEMENT
À KOUMASSI :
UNE SITUATION
RÉVOLTANTE !

Page 11

TROUPES FRANÇAISES HORS
D'AFRIQUE !

Page 14

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- POUR LES RICHES, TOUT VA BIEN ! POUR LES PAUVRES, TOUT VA EN S'EMPIRANT ! C'EST CE SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER !	3 - 4
- 4 ^{ème} PONT D'ABIDJAN : DEUX MORTS POUR LES PROFITS DES PATRONS	5
- FILTISAC : NON AUX SALAIRES DE MISÈRE !.....	5
- LE CALVAIRE DES OUVRIERS DE LA CONSTRUCTION DU PONT À PÉAGE DE GRAND BASSAM	6
- : KOUMASSI : TAJ PLAST : COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS	6 - 7
- CENTRALE ÉLECTRIQUE D'AZITO LES TRAVAILLEURS FONT GRÈVE POUR RÉCLAMER LEUR SALAIRE .	7 - 8
- LES AGENTS DE LA SANTÉ EN GRÈVE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.....	8
- CNCTPC BOUAKE : LA LUTTE A PAYÉ !.....	9
- SETAO : UNE ENTREPRISE DE RENOM, MAIS.....	9 - 10
- DÉGUERPISSEMENT À KOUMASSI : UNE SITUATION RÉVOLTANTE ! ...	11
- DE QUELLE CÔTE D'IVOIRE PARLENT-ILS ?.....	11 - 12
- LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS : LES AUTORITÉS SE VOIENT LA FACE.	12
- YOPOUGON : DES CHAUFFEURS DE GBAKA ET WÔRÔ-WÔRÔ SE RÉVOLTENT FACE AU RACKET.	12 - 13
- TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !.....	14
- MARTINIQUE ET GUADELOUPE DANS LA RÉVOLTE POPULAIRE, CE SONT LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES PAUVRES QUI DOIVENT PRÉVALOIR	15 - 16

E d i t o r i a l

POUR LES RICHES, TOUT VA BIEN !
POUR LES PAUVRES, TOUT VA EN S'EMPIRANT !
C'EST CE SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER !

À écouter le Premier ministre Patrick Achi, lors de sa « *grande conférence* » de presse, les habitants de Côte d'Ivoire sont riches, en bonne santé, heureux et bien portants. Ils ont du travail et ont accès à l'éducation et à la santé. Ils ont de l'argent et bénéficient de logement avec eau et électricité. Ceux qui ne l'ont pas encore, il leur demande de patienter tout juste un peu.

Depuis l'arrivée de Ouattara, la richesse par habitant a, paraît-il, doublé, faisant de la Côte d'Ivoire « *le 1er pays de l'Afrique de l'Ouest* ». « *Le taux de pauvreté a chuté* ». « *L'indice de sécurité est passé de 6.8 en 2012 à 1.6 à fin septembre 2021* ». C'est le premier ministre qui se vante ainsi, et les perspectives qu'il donne pour les 10 ans à venir sont encore plus mirobolantes ! Ainsi, à l'en croire, « *le revenu par habitant va doubler* » et « *propulser la majeure partie des Ivoiriennes et des Ivoiriens dans la classe moyenne* ». Ils auront « *une vie digne et un avenir serein* », « *l'espérance de vie sera améliorée de 10 ans et passera à 67 ans, pour vivre mieux et plus longtemps* », « *la démocratie ivoirienne avance dans la paix, la tolérance et le dialogue* ». Il prend les travailleurs pour des enfants qu'on peut endormir avec des histoires de fée et de Père Noël ?

Ce qu'il veut cacher par son baratin c'est que dans ce pays il y a d'un côté, les riches pour lesquels tout va bien et de l'autre, la grande majorité de la population où c'est la galère au quotidien.

Quand il décrit cette belle perspective pour les dix prochaines années, c'est en réalité aux riches qu'il s'adresse. Les pauvres et les travailleurs auront tout juste, comme aujourd'hui, le droit de se faire

exploiter avec un salaire de misère et dans la plupart des cas, dans la précarité des contrats journaliers, sans lendemain et sans la possibilité de satisfaire ne serait-ce que les besoins vitaux de leurs familles face aux augmentations incessantes du coût de la vie.

Il faut savoir que nulle part dans le monde, la classe des riches n'a amélioré de bon gré le sort des travailleurs. Cela a toujours été obtenu par la lutte. C'est le seul langage que les riches et les gens au pouvoir comprennent.

Les travailleurs et les pauvres n'ont aucune perspective d'avenir dans cette société capitaliste qui les considère comme des esclaves, bons à exploiter et à jeter après usage. Grâce à leur travail, ils créent des richesses et font marcher toute l'économie. Les travailleurs enrichissent les capitalistes mais s'enfoncent toujours plus dans la misère. C'est cela qu'il s'agit de changer.

Les travailleurs sont les seuls à pouvoir mettre fin à ce système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme car ils n'ont à perdre que leurs chaînes dans la disparition de ce système. Leur force c'est leur nombre et leur place dans l'économie : sans leur travail, tout s'arrête !

C'est un combat révolutionnaire qui permettra à toute la société de s'épanouir car elle sera enfin débarrassée de la classe parasite et exploiteuse. L'économie sera alors guidée non pas par la recherche du profit individuel mais par la satisfaction des besoins de tous.

Dans ce combat, la jeunesse a pleinement sa place aux côtés des travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

4^{ème} PONT D'ABIDJAN : DEUX MORTS POUR LES PROFITS DES PATRONS

Suite aux pluies diluviennes du 9 novembre dernier, un éboulement de terre a fait deux morts sur le chantier du 4^{ème} pont d'Abidjan. Ce vaste chantier de construction d'un pont et de voiries permettant de relier les communes de Yopougon à ceux d'Adjamé et Plateau, est réalisé par une entreprise chinoise.

Cette entreprise fait appel à des sociétés de placement de personnels et sous-traite avec plusieurs autres petites entreprises. Ce sont les

travailleurs de l'une de ces structures, dénommée BETTRADO, qui ont péri suite à un effondrement de terre.

La direction de l'entreprise veut faire passer cet accident mortel pour une simple malchance, mais ce qui est en cause c'est le manque de moyens de sécurité permettant d'éviter des drames de ce genre. Les patrons considèrent la sécurité des ouvriers comme des dépenses inutiles. Ce qui compte pour eux c'est de faire le maximum de profit.

FILTISAC : NON AUX SALAIRES DE MISÈRE !

La direction de l'usine vient de supprimer le travail du samedi. Cela crée nécessairement des grincements de dents parmi les travailleurs. En effet, c'est 4 jours de paie en moins dans le mois. Et comme la paie, même avec les samedis travaillés, ne permettait déjà pas de joindre les 2 bouts, il va falloir se serrer encore plus la ceinture.

C'est à cause de ces mauvais salaires que certains ouvriers ont eu des problèmes lors des récents dons de sang faits à l'intérieur de l'usine. Toute personne qui fait don de sang a le droit d'emporter un sac contenant quelques provisions. Certains ont tenté de faire un 2^{ème} don en moins de deux semaines d'intervalles. Cela a failli leur coûter très cher car il y a un minimum

de précaution à prendre, entre autres, être bien nourri avant de donner son sang. Or ils ne l'étaient pas et ont été pris de malaise, heureusement sans drame.

C'est aussi à cause de ces salaires de misère que certains sont amenés à faire le maximum d'heures supplémentaires, à travailler les dimanches et les jours fériés, à chercher un ou deux petits jobs de plus, etc. pour arrondir les fins de mois, au péril de leur santé et de leur sécurité.

Tôt ou tard, les travailleurs relèveront la tête pour réclamer de meilleurs salaires permettant de vivre décemment sans mettre sa vie en danger.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE CALVAIRE DES OUVRIERS DE LA CONSTRUCTION DU PONT À PÉAGE DE GRAND BASSAM

De grands travaux ont été lancés par l'État depuis quelques années. Parmi ces chantiers, il y a la construction d'un pont à péage dans la zone de Grand Bassam. Après plus d'un an de souffrance des ouvriers, le chantier est en phase de finition. Il va servir à contrôler les entrées et sorties des véhicules du côté Est du pays et à faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État. En même temps, ce péage est destiné à filtrer l'entrée de cette ville balnéaire qui veut accueillir des touristes et empêcher des gens pauvres d'y circuler librement.

C'est la société NS Sud-Construction qui a eu le contrat de construction. À son tour, elle loue les services des tâcherons pour sa réalisation. Dans cette façon de faire des bourgeois petits et grands, les ouvriers sont partagés entre différents patrons. Ils se font exploiter sur le même chantier ; se côtoient au quotidien dans les mêmes tâches, mais ils sont divisés à cause de la diversité de leurs employeurs. Les salaires varient d'un patron à un autre. Par exemple, chez les manœuvres

c'est de 3000f à 3500f CFA et chez les ouvriers il va de 6000f à 6500f CFA. Avec ces paies journalières, il est difficile pour les travailleurs de rentrer chez eux après le boulot parce que le chantier est situé loin de la ville. Certains font de l'auto-stop mais pour la grande majorité, c'est la belle étoile qui les reçoit chaque nuit. On dort sur un carton, entre le matériel de travail et les engins. On ne rentre à la maison que le samedi soir après le boulot et on n'a que le dimanche pour se reposer.

Ajouté à cela, il y a le fait que le salaire de misère tarde toujours à tomber. Il faut parfois attendre le 20 du mois suivant pour le toucher. Malgré cela il faut se nourrir, payer le loyer, l'eau et l'électricité, etc. Ce qui fait qu'on vit à crédit.

Cette exploitation des travailleurs en situation de précarité est une complicité de l'État ivoirien et de la bourgeoisie. Le pays fait peau neuve en construisant des routes, des ponts et autres bâtiments, mais les travailleurs croulent sous le poids d'une pauvreté révoltante.

KOUMASSI : TAJ PLAST : COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS

Le mardi 2 novembre 2021, les travailleurs de TAJ PLAST ont montré à leur patron que sans eux l'usine ne peut fonctionner. TAJ Plast est une entreprise située dans la zone

industrielle de Koumassi. Elle fabrique du matériel en plastique destiné au ménage ou à l'industrie. Il y a environ 400 ouvriers dont 300 en éternel statut de journaliers.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le mardi 02 novembre 2021, l'équipe d'après-midi est venu tôt le matin pour percevoir son salaire. Mais le patron a prétendu qu'ils devraient fournir des documents avant de percevoir leur paie qui se fait par SESSIP, une société de transfert d'argent dont les travailleurs ignorent l'existence. Aussi il faut avoir un portable Android pour télécharger l'application. Il y aura ensuite des prélèvements sur les salaires. Les travailleurs ont senti l'arnaque du patron et ont demandé de recevoir leur salaire de la main à la main comme d'habitude. Le patron a fait la sourde oreille jusqu'à 14h. Les travailleurs ont voulu rencontrer les délégués mais la porte leur a été fermée. Les soi-disant syndicalistes ont montré leur vrai visage, celui d'être du côté du patron. Les délégués et la direction ont accordé leur violon pour exiger des travailleurs de retourner au travail en disant que leur salaire leur sera versé par la suite. Les travailleurs ont dit non, pas de paie pas de travail. À 14h, l'équipe du matin sort de l'usine et se joint au mouvement. À 16h, le patron plie genoux et procède à la paie des deux équipes présentes. Une fois le salaire perçu, les travailleurs ont refusé

de reprendre le travail et sont rentrés à la maison malgré les menaces du patron. Le mercredi 03 novembre l'équipe du matin exige aussi sa paie. Les travailleurs restent mobilisés. Une fois de plus, le patron s'exécute. Mais les travailleurs, en apprenant que leur porte-parole de la veille a été renvoyé, refusent de reprendre le travail. La colère monte et l'usine reste fermée toute la journée du mercredi. Ils exigent l'intégration de leurs collègues renvoyés abusivement et dénoncent l'arnaque du paiement des salaires par mobile money.

Les salaires tombent toujours en retard, il n'y a pas de bulletin de salaire ni de déclaration à la CNPS. Ce qui fait qu'en cas d'accident ou de maladie, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes. Le calcul des heures supplémentaires est fait de manière à ce que les travailleurs ne s'y retrouvent pas et y perdent de l'argent.

Ce coup de colère a montré une fois de plus que lorsque les travailleurs sont unis et déterminés, ils sont forts et peuvent faire reculer leurs exploiters. C'est un exemple qui pourra servir pour d'autres combats futurs.

CENTRALE ÉLECTRIQUE D'AZITO LES TRAVAILLEURS FONT GRÈVE POUR RÉCLAMER LEUR SALAIRE

Les travailleurs de la centrale électrique d'Azito, à Yopougon, sont entrés en grève le 10 novembre dernier pour réclamer leur salaire.

Cette centrale qui fonctionne à gaz est la plus puissante du pays.

C'est une entreprise privée qui produit 25 à 30% de l'électricité du pays. Depuis cinq mois des travailleurs de la sous-traitance n'avaient pas reçu leurs salaires. Ils ont engagé des démarches en s'adressant à leur employeur,

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

mais celui-ci rejetait la faute sur l'entreprise mère qui ne l'aurait pas encore payé. Las d'être traités comme une balle de ping-pong, ils ont décidé de se mettre en grève et ont manifesté bruyamment devant leur entreprise

pour se faire entendre par la direction. C'est là seulement que le message a été entendu. Les patrons ne comprennent que le langage de la lutte. C'est une leçon à retenir pour la prochaine fois.

LES AGENTS DE LA SANTÉ EN GRÈVE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Les agents de santé publics ont entamé une grève le 17 novembre dernier pour réclamer au gouvernement de meilleures conditions de vie et de travail.

En effet, suite aux nombreux scandales qui ont secoué l'hôpital public ces dernières années, le gouvernement avait fait la promesse de réformes afin de moderniser les hôpitaux publics. Ces réformes concernent l'équipement en matériel et en médicaments car les hôpitaux publics sont dans un dénuement total. Elles concernent également la revalorisation des salaires des agents à travers des primes. Deux ans après, ces promesses sont restées lettre morte.

Chaque fois que des scandales interviennent, ce sont les agents de la santé qui sont pointés du doigt. Certains sont sanctionnés alors que ce qui est en cause c'est le manque de moyens et le sous-effectif du personnel. Celui-ci est au bord du surmenage. Il manque de lits d'hospitalisation, de matériel de soin,

de médicaments de première nécessité, etc.

Depuis ces deux années, les représentants des travailleurs ont entamé des pourparlers pour un règlement pacifique de la situation. Mais ces initiatives sont restées sans effet comme de l'eau sur les plumes d'un canard.

Fatigués d'être menés en bateau, les travailleurs ont décidé de passer à la vitesse supérieure en faisant grève.

Malgré les menaces et autres intimidations dont savent faire preuve les autorités dès que les travailleurs osent lever le petit doigt, ils ont tenu quatre jours, au bout desquels le gouvernement a fini par reculer et s'engager à régler la situation sous peu.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes, ils savent très bien qu'ils ne peuvent pas faire confiance aux promesses des patrons et des gens du gouvernement. Ils ont repris le travail mais ont décidé de reprendre la grève dès le 02 décembre si rien n'est fait d'ici là.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CNCTPC BOUAKE : LA LUTTE A PAYÉ !

La société CNCTPC est l'une des succursales de l'entreprise chinoise RB qui exerce dans le secteur du BTP. C'est elle qui est en charge de construire le tronçon de l'autoroute Tiébissou – Bouaké.

La direction de CNCTPC a sectionné le tronçon en trois parties : Ce sont les travailleurs du lot C qui depuis plus d'un an, ont engagé la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont déposé une liste de revendications où figurent le rappel des heures supplémentaires et celui de la majoration des jours fériés et dimanches, qui leur ont été volés.

Après plusieurs mois de négociation ponctués souvent de grèves pour obliger la direction à céder sur la centaine de millions calculés, les parties sont tombées d'accord sur un montant de 40 millions à partager aux 240 travailleurs concernés. La direction a demandé un délai de 4 mois pour pouvoir réunir l'argent, c'est-à-dire fin octobre. Mais à une semaine de la date butoir, elle a annoncé qu'elle n'était pas en possession de la totalité de la somme.

Les travailleurs se sont alors concertés et ont voté à l'unanimité de se mettre en grève. Le mardi 2 novembre, ils ont joint l'acte à la parole. Très tôt le matin, tous les accès du chantier étaient bloqués ainsi que l'accès à la base où dorment les petits chefs chinois.

La direction a essayé d'amadouer les travailleurs mais en vain. Vu la colère des grévistes qui ne voulaient pas d'un délai supplémentaire, la direction a reculé en organisant séance tenante, une rencontre avec les représentants des travailleurs grévistes. La seule condition pour reprendre le travail, était le paiement de leurs salaires. Vu la tension qui montait et la mobilisation des travailleurs, la direction céda définitivement et la paie fut programmée pour le mercredi 03 novembre.

Les travailleurs ont démontré une fois de plus que le rapport de force est le seul langage qui permet de faire plier les patrons.

SETAO : UNE ENTREPRISE DE RENOM, MAIS....

SETAO est une filiale du groupe Bouygues depuis 1974, mais elle existe depuis 1950 en Côte d'Ivoire. Elle a construit deux ponts, l'aéroport d'Abidjan, le marché de gros de Bouaké, et l'hôtel Mövenpick récemment.

Un travailleur témoigne sur ce qui se passe dans cette société : *« Officiellement l'entreprise ne joue pas avec la santé et la sécurité au travail. Tous les matins nous avons un quart d'heure pour écouter des consignes sur la sécurité et autres,*

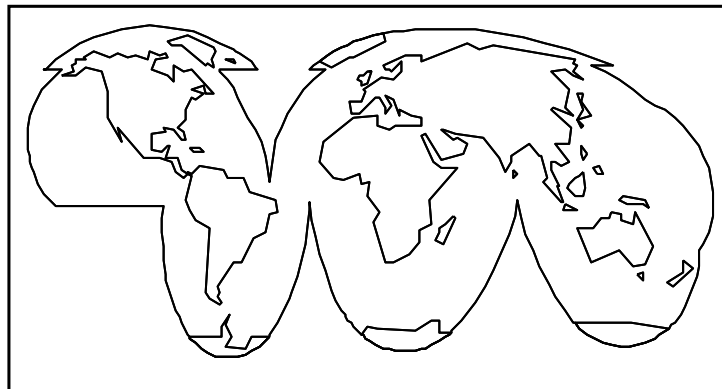
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

mais la réalité sur notre chantier n'est pas ça. On nous oblige à travailler parfois jusqu'à 22 h mais souvent on nous pointe 21h pour ne pas nous payer la prime exceptionnelle de transport. L'entreprise licencie et le peu de travailleurs qui reste au travail doit tout faire. Nous faisons le travail de 2 ou 3 personnes. Souvent, tu ne sais même plus quoi faire car les petits chefs peuvent t'envoyer dans telle ou telle activité en même temps, et cette cadence fait que de plus en plus de collègues tombent malades. Lorsqu'ils ont besoin de personnel, ils font

souvent appel à ceux qui sont encore en convalescence. Un refus et tu es renvoyé ! Il y a une infirmerie sur le chantier mais elle ne te donne que du paracétamol quelle que soit la maladie. C'est ça ou rien ! Certains de nos travaux nous mettent en contact avec des substances dangereuses, mais comme protection nous n'avons parfois qu'un simple cache-nez. C'est écœurant » !

C'est une entreprise qui a pignon sur rue, le témoignage de ce travailleur en dit long sur ses pratiques.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DÉGUERPISSEMENT À KOUMASSI : UNE SITUATION RÉVOLTANTE !

Le 16 novembre dernier, les populations des sous-quartiers Houphouët-Boigny 1 et Fany de la commune de Koumassi ont été déguerpies. Les engins ont été positionnés dans la matinée et ont commencé à casser les habitations. Ils étaient soutenus par une armée de corps-habillés. Des habitants ont essayé de s'opposer mais ils étaient peu nombreux pour les empêcher. Il y a eu des blessés graves dont une femme âgée. Le soir, les élèves qui revenaient de l'école et les personnes qui étaient sorties, ne retrouvèrent plus leurs domiciles et leurs effets. Tout était complètement rasé. Ces populations sont installées là depuis des décennies. Subitement, elles sont chassées comme des rats.

Aujourd'hui rien ne garantit les lieux d'habitation des pauvres au centre-ville. Il suffit que ces lieux intéressent les riches pour que ceux qui y habitent perdent tout du jour au lendemain. Trouver un terrain inoccupé à Abidjan est devenu rare. Les riches ne veulent pas aller habiter dans les endroits les plus reculés de la ville. Ils veulent construire là où ils peuvent louer plus cher. Ils arrachent donc les terrains aux pauvres. Ils ont pour cela les moyens de l'État, y compris les forces armées qui sont à leur service

Mais un jour ça leur retombera sur la figure quand la population décidera en grand nombre de dire non.

DE QUELLE CÔTE D'IVOIRE PARLENT-ILS ?

Après la banque mondiale qui affirmait pompeusement en 2018 dans son rapport annuel que la Côte d'Ivoire se trouvait « *aux portes du paradis* », c'est maintenant un institut britannique qui affirme que « *la Côte d'Ivoire est le pays qui a le plus accru sa prospérité dans le monde au cours des 10 dernières années* ».

On parle là de la Côte d'Ivoire des riches parce que toute cette prospérité n'est nullement ressentie par les travailleurs, les jobbeurs, les petits paysans et tous les petites gens qui triment à longueur de journée pour avoir de quoi survivre.

Bien au contraire, ces dix dernières années, l'existence de la grande majorité est devenue tellement rude en Côte d'Ivoire que tous ceux qui le peuvent, fuient à la recherche d'un mieux-être vers l'occident, ou les pays du Golfe et même le Maghreb.

Ce que ce rapport indique, c'est surtout que les affaires vont bien pour les patrons et les pontes des services étatiques. Les récents audits des entreprises publiques, ont levé un coin de voile sur l'ampleur de l'enrichissement des dignitaires du pouvoir d'État. Les détournements se chiffrent en dizaines, voire en centaines de milliards de francs.

L E U R S O C I E T E

Dans le privé, les anciennes zones industrielles se sont agrandies au-delà de leurs limites et de nouvelles ont vu le jour. Des bâtiments de plus en plus hauts fleurissent dans les quartiers chics. Des ponts et des échangeurs poussent aux grands carrefours de la ville et embellissent le paysage abidjanais.

À vue d'œil, on se rend compte qu'une petite minorité fait fortune dans

ce pays. Mais dans les usines, sur les chantiers et dans les plantations, le travail se précarise de plus en plus pour l'ouvrier. Les salaires sont au plus bas et les embauches se font au compte-gouttes. Les travailleurs ne doivent pas rester les dindons de la farce car c'est avec leur sang et leurs labeurs que toute cette prospérité est produite.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS : LES AUTORITÉS SE VOIENT LA FACE.

Le samedi 20 novembre était soit disant dédié à la journée mondiale de l'enfance.

Mais vu que la situation économique de la majorité des parents se dégrade de plus en plus, les enfants dans les quartiers populaires sont obligés, après les cours, de se débrouiller dans les rues pour pouvoir subvenir à leurs besoins ou pour aider leurs parents dans les dépenses de la maison. Une élève en classe de troisième a témoigné en disant que ses parents n'ayant pas les moyens de

s'occuper d'elle, elle était obligée de vendre de petites choses après ses cours pour avoir quelques sous. Certains jeunes garçons en week-end vont pousser des brouettes pour avoir de quoi à assurer leurs jours d'école...

Les autorités voient tout cela mais préfèrent se bander les yeux et faire des discours sur le droit des enfants. Pour mettre fin à cette misère des enfants, il faudra s'en prendre au système capitaliste qui réduit les parents à la misère.

YOPOUGON : DES CHAUFFEURS DE GBAKA ET WÔRÔ-WÔRÔ SE RÉVOLTENT FACE AU RACKET.

Le 22 Novembre dernier, des chauffeurs de gbaka et de wôrô-wôrô ont entamé une grève de 3 jours pour protester contre les rackets de la mairie. En plus des rackets des policiers, des syndicats et autres

gnambros, s'est ajouté la police municipale qui fait payer des contraventions allant jusqu'à 50 000 f rien que pour un stationnement considéré comme irrégulier.

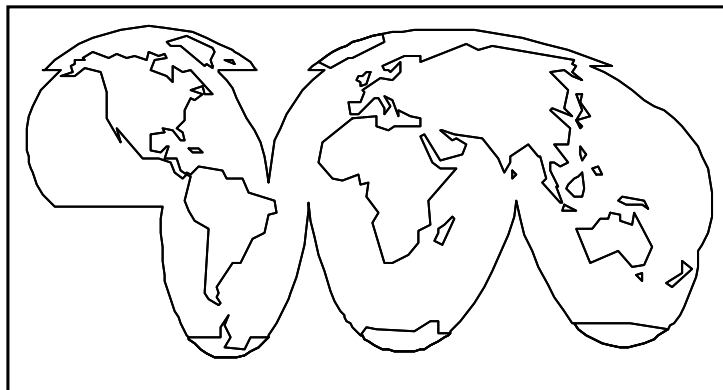
L E U R S O C I E T E

Les représentants des chauffeurs de gbaka et de woro-woro sont allés négocier avec les autorités municipales pour retirer ces contraventions en leur expliquant qu'ils paient déjà des cartes de stationnement à hauteur de 90 000F par an.

Ils se sont heurtés à un refus. Les chauffeurs de gbakas, de Woro-woro et autres mototaxis se sont alors mis en grève.

Durant ces 3 jours de grève, Yopougon a été complètement paralysé. Il fallait parcourir des kilomètres à pied pour aller d'un endroit à un autre. La mairie a dû suspendre sa mesure, mais pour combien de temps ? Toujours est-il que les chauffeurs de transport en commun restent mobilisés et entendent remettre le couvert si toutefois la mairie revient à la charge.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

Au Mali au Burkina Faso et au Niger, les trois pays sahéliens que l'impérialisme français prétend protéger contre les groupes terroristes, le nombre de personnes manifestant leur hostilité à la présence des troupes françaises augmente de jour en jour. Un convoi d'une centaine de camions de l'armée française parti de Côte d'Ivoire à destination de Gao, au Mali, en traversant le Burkina Faso et le Niger, en a fait les frais. Il a été bloqué plus d'une semaine au Burkina Faso par des manifestants qui lui ont barré la route à Bobo Dioulasso, puis dans la capitale Ouagadougou et surtout à Kaya où il a été immobilisé durant plusieurs jours. Il y a eu des affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre burkinabè venues au secours de la centaine de soldats de la force Barkhane accompagnant le convoi. Ces affrontements se sont soldés par plusieurs blessés graves parmi les manifestants et probablement des morts mais dont le nombre est volontairement caché par le gouvernement burkinabè qui craint d'être emporté par une contestation populaire de plus en plus forte. Celle-ci a commencé depuis plusieurs semaines et se renforce chaque jour à cause de l'incapacité du régime de l'État Burkinabè à faire face aux groupes armés terroristes qui au cours des six dernières années ont fait plus de 2 000 morts et 1,4 million de déplacés.

À peine entré au Niger, le convoi a été accueilli par de nouveaux manifestants et de nouveaux barrages. Dans la ville de Téra, les affrontements ont fait officiellement 3 morts et au moins 18 blessés dont 4 graves. Le régime du président nigérien Mohamed Bazoum s'attend à d'autres manifestations contre les troupes françaises et en même temps contre

son régime à la solde de l'ancienne puissance coloniale. L'armée et la police ont été mobilisées pour réprimer violemment la contestation mais celle-ci ne semble pas faiblir.

Au Burkina Faso, les manifestations de rue ont continuées, y compris après le passage du convoi. Les manifestants, à Ouagadougou mais aussi dans les villes de l'intérieur, continuent de réclamer le départ des troupes françaises mais aussi du président actuel Roch Marc Christian Kaboré. Celui-ci a fait couper le réseau internet, croyant que cela mettrait fin à la mobilisation mais cette décision n'a fait qu'augmenter la colère contre son régime.

Au Mali aussi le sentiment d'hostilité à l'égard des troupes françaises progresse. De nombreuses manifestations regroupant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu ces dernières semaines à Bamako. Comme au Burkina Faso et au Niger, les manifestants crient : « Armée française dégage ! », « Libérez le Sahel ! ».

Oui, l'armée française doit quitter le sahel mais aussi les autres pays du continent africain où elle a ses bases permanentes, car contrairement à ce que prétendent les dirigeants qui se succèdent à la tête de l'État français, ces forces ne sont pas là pour protéger les populations africaines du terrorisme ou contre on ne sait quelle invasion, mais surtout pour protéger les intérêts de la bourgeoisie française dans ses anciennes colonies. Cette présence militaire française sert aussi à protéger les régimes dictatoriaux africains qui acceptent de jouer le rôle de garde-chiourmes de l'impérialisme français dans leur pays, à les aider à écraser les révoltes qui mettraient en cause l'ordre établi.

MARTINIQUE ET GUADELOUPE
DANS LA RÉVOLTE POPULAIRE, CE SONT LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS
ET DES MASSES PAUVRES QUI DOIVENT PRÉVALOIR

(Nous reproduisons ci-dessous, l'éditorial du journal Combat Ouvrier daté du 30 novembre 2021 et publié aux Antilles françaises par l'organisation du même nom)

La révolte populaire en Guadeloupe et en Martinique a été déclenchée suite à la suspension d'environ 2000 travailleurs de la santé et assimilés, de pompiers, parce qu'ils ne veulent pas se faire vacciner. Elle est partie suite au mot d'ordre de grève générale des syndicats et de certaines organisations politiques du mouvement ouvrier. Du coup, la lutte dépasse maintenant la revendication de l'obligation vaccinale et du passe sanitaire. Cette revendication demeure mais la révolte actuelle exprime la colère des travailleurs, de la population, de la jeunesse les plus pauvres. Il s'agit d'une explosion sociale des pauvres !

Comment vivre avec le chômage de masse, les aides sociales qui sont une aumône, avec une retraite de 500 euros, avec des salaires au mieux, pour la majorité, de 1 200 euros ? Avec l'empoisonnement aux pesticides, avec une hausse des prix énorme, ceux de l'essence, de l'alimentation, du gaz domestique, avec le manque d'eau courante et saine ?

Il y a des gens qui n'ont rien et d'autres qui ont tout dans ces deux îles. Ceux qui ont tout, c'est la classe bourgeoise, ce sont les gros propriétaires aux villas cossues avec leurs gros bateaux de plaisance et leurs voitures à plus de 50 000 euros, ceux qui vont acheter avec caddy plein dans les épiceries fines très chères. Pas loin, des « épiceries solidaires » se remplissent toujours plus de pauvres. La classe des gros possédants vit richement de

l'exploitation des travailleurs et du peuple pauvre. Un certain nombre d'entre eux tirent leur fortune originelle de l'exploitation esclavagiste.

Alors, s'il y a aujourd'hui des groupes de jeunes qui tirent à balles réelles sur les gendarmes, il n'y a pas de quoi s'en étonner ! Ces jeunes sont les damnés de la terre. Ils estiment ne plus rien avoir à perdre, même pas leur vie ! Une vie sans rien, sans espoir, vide !

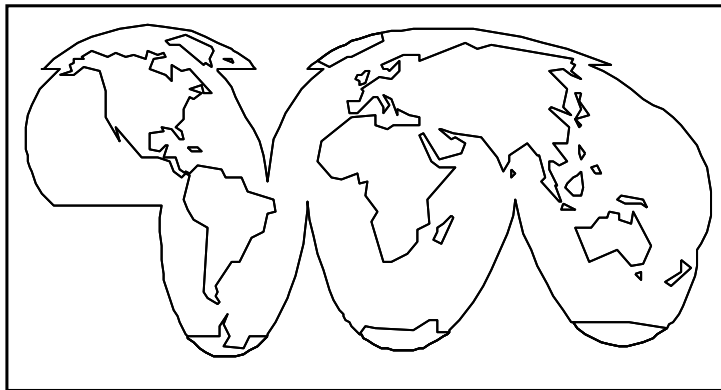
Le gouvernement, par la voix du ministre des Outre-mer, déclare qu'il est prêt à discuter d'autonomie. Depuis quelques jours, c'est cette petite musique que commencent à nous chanter certains notables et nationalistes extérieurs à la révolte populaire actuelle. Voilà une de leurs réponses à l'explosion de colère actuelle. C'est une réponse à la classe politique, aux notables, pas aux masses pauvres en lutte. Alors, autonomie ou autre évolution statutaire, plus de pouvoir local, mais quel pouvoir local ? Celui des notables ? De la bourgeoisie ou petite bourgeoisie antillaise ? Dans ce cas ce sera aussi le pouvoir de tous ces politiciens locaux qui rêvent de « plus de pouvoir local », de commander les travailleurs et les masses pauvres ! Avec eux au-dessus ! Eux les chefs ! Eux qui constituent en permanence le personnel politique de la bourgeoisie et des gros possédants.

La meilleure façon que ce ne soient pas les notables qui profitent de la révolte des pauvres pour eux-

mêmes, eh bien c'est que les travailleurs, les jeunes pauvres, la population laborieuse parviennent à transformer la force de combat qu'ils constituent aujourd'hui sur le terrain, en force politique indépendante. C'est possible aujourd'hui si la volonté politique existe. Ce sont eux les acteurs de la révolte. Ce sont eux qui doivent en être

les premiers bénéficiaires. Ils ont donc intérêt, sans attendre, à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction des revendications. Ainsi, ils pourront mieux compter et faire en sorte que rien ne se décide sans eux. Ce sont eux qui se battent, ce sont eux qui tiennent les barrages et qui sont en grève. Ce sont eux qui doivent décider de leur propre sort.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.